

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PUY-DE-DÔME

MAIRIE de ROYAT

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTES DU MAIRE****Autorisation de travaux pour la construction,
l'aménagement ou la modification d'un établissement
recevant du public (E.R.P.)
37 avenue Jean Jaurès****Le Maire de Royat,****VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,**VU** la demande d'autorisation de travaux n° AT 063 308 25 0007 présentée le 20/11/2025 par la SCI ISADAV AUVERGNE représentée par Mme ACCAMBRA Y Isaline. pour des travaux d'aménagement d'un salon de coiffure au 37 avenue Jean Jaurès à Royat,**VU** les articles L.122-3, R.122-5 à R.122-21 du code de la Construction et de l'Habitation,**VU** l'avis favorable avec prescriptions de la sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées en date du 18/12/2025,**VU** l'arrêté n°DDT 63-SCC-2025-141 en date du 19/12/2025 accordant dérogation aux règles d'accessibilité dans le cadre du dossier susvisé,**ARRÊTE****Article 1 :** L'autorisation de réaliser les travaux décrits dans la demande susvisée est accordée sous réserve de respecter les prescriptions indiquées aux articles suivants :**Article 2 :** Les prescriptions de la sous-commission d'accessibilité dans son avis en date du 18/12/ 2025 devront être intégralement respectées.**Article 3 :** Les prescriptions annexées en matière de sécurité devront être intégralement respectées.**Article 4 :** Le présent arrêté est susceptible de recours en annulation devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 MOIS à compter de la notification, conformément aux articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative. Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les 2 MOIS suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme des deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).**Article 5 :**

Le présent arrêté sera :

- Notifié au pétitionnaire
- Versé au registre des arrêtés

Fait à Royat, le 23/01/2026

Le Maire,

Marcel ALEDO



Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Politique de confidentialité des données à caractère personnel :

La politique de confidentialité des données à caractère personnel du secteur urbanisme est disponible en mairie ou sur le site internet de la commune de Royat. Pour faire valoir vos droits sur vos données ou pour toute question, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) par courrier électronique à cnil@clermontmetropole.eu ou par courrier postal adressé à la mairie à l'attention du Délégué à la Protection des Données.